

Vers un avenir climatique équitable

Résolution du XXVe Congrès de l'Internationale des Amis de la Nature le 7 octobre 2023 à Spital am Pyhrn

Le réchauffement climatique d'origine humaine devient de plus en plus une menace pour notre avenir à tous. Ses conséquences sont réparties de manière tragiquement inégale sur les plans social, temporel et régional :

- Des décennies s'écoulent entre le déclenchement et le plein déploiement des conséquences.
- Les principaux responsables ne sont généralement pas les principaux touchés.
- Notamment pour les États insulaires et les pays à basse altitude ainsi que pour d'innombrables pays dans des régions par nature sèches, par exemple la région du Sahel, l'adaptation au climat n'est possible qu'à un degré limité ou pas du tout – et de plus les pays du Sud global manquent de moyens financiers pour mettre en œuvre les mesures nécessaires.
- Le danger augmente que les régions riches s'isolent du reste du monde dans des oasis vertes de prospérité ; d'où une augmentation du risque de guerres climatiques et ce malgré une interdépendance croissante entre les populations de toutes les nations.



L'Internationale des Amis de la Nature demande donc aux pays riches un engagement plus fort en faveur de la protection du climat et de la justice climatique, à savoir : des mesures ambitieuses et contraignantes immédiates pour limiter les émissions de gaz à effet de serre, ainsi qu'un soutien efficace aux pays et aux populations les plus touchés par le changement climatique.

Pas d'avenir et pas de paix sans la justice climatique !

La justice climatique ne relève pas de la charité, elle est une nécessité pour assurer une vie décente à tout le monde ! La justice climatique implique une transformation sociale et écologique des conditions existantes dans les États du Nord et du Sud.

L'Objectif de l'Internationale des Amis de la Nature est de réunir ses revendications en matière de politique de paix, de politique environnementale et d'écologie dans un programme de transformation sociale afin de rendre possible la justice climatique. Pour cela, il est nécessaire que les États du Nord reconnaissent leur responsabilité dans les destructions environnementales du passé et qu'ils mettent à disposition des aides pour assurer les bases de la vie dans les États du Sud. Cela implique également de reconnaître les conséquences dévastatrices du colonialisme européen.

Progrès insuffisants de la politique climatique internationale

Depuis des années, les conférences internationales sur le climat négocient sur les possibilités d'arrêter ou du moins de ralentir le processus de réchauffement climatique. En 2015, la Conférence de Paris sur les changements climatiques a abouti à un accord visant à réduire les émissions de CO₂ au cours des prochaines années de manière à ce que le réchauffement global ne dépasse pas les 2 degrés, l'objectif étant de limiter le réchauffement à 1,5 degré.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) des Nations Unies mène régulièrement des études globales dont les résultats sont coordonnés et publiés au niveau international. Le 6^e rapport d'évaluation a été publié le 20 mars 2023 et présente un résultat alarmant : le réchauffement global a déjà atteint 1,1 degré, et

Les mesures envisagées par les États parties sont loin d'être suffisantes pour stabiliser le réchauffement global à 1,5 degré. Et même si, lors de la dernière Conférence sur le climat en novembre 2022 à Sharm El Sheikh, en Égypte, un accord de base a été trouvé sur la création d'un Fonds dit « Loss and Damage Fund » destiné à soutenir les pays les plus pauvres et les plus touchés par le changement climatique, des engagements contraignants sur le financement font toujours défaut.

Presque tout le monde est conscient de l'urgence d'agir. Ce sont surtout les jeunes, voyant leur avenir menacé, qui s'engagent activement pour la protection du climat et qui recourent dans une mesure croissante à des formes de protestation de plus en plus virulentes, car des années d'engagement de la société civile, par exemple dans le cadre de Fridays for Future, n'ont pas abouti aux décisions politiques et aux changements sociétaux urgents. Même si leurs actions de contestation ne visent parfois pas les bonnes cibles et suscitent souvent l'incompréhension, nous devons nous montrer solidaires avec eux et soutenir leurs soucis et revendications légitimes !

Nous devons agir maintenant si nous voulons garantir à tous les êtres humains un avenir digne d'être vécu. Nous devons dès maintenant convertir nos systèmes énergétiques aux énergies renouvelables et réduire radicalement le recours aux combustibles fossiles. Nous devons changer nos comportements en matière de mobilité et de consommation, car une grande partie des émissions de CO₂ sont dues aux transports et à l'agriculture, notamment au transport de marchandises à travers les continents, à l'augmentation massive du trafic aérien après la pandémie et à la consommation excessive de produits d'origine animale. Et nous devons revenir à une économie circulaire raisonnable, centrée sur l'utilisation judicieuse des ressources naturelles.

Les mesures pour évoluer vers un monde durable ont un coût, mais elles permettent d'éviter de graves conséquences à moyen et long terme. De plus, des emplois durables sont ainsi créés et de nombreux secteurs économiques, tels que l'agriculture, la sylviculture et le tourisme, profitent de l'amélioration de la situation environnementale.

La crise climatique frappe les plus pauvres

C'est que par exemple les populations du Sénégal, en Afrique de l'Ouest, comptant parmi les pays les plus pauvres du monde, sont particulièrement touchées par la crise climatique : une grande partie des gens gagnent leur vie dans l'agriculture et la pêche. Mais ce sont justement ces secteurs économiques si importants qui sont fortement affectés par les changements climatiques – par la sécheresse et les inondations entraînant de mauvaises récoltes, par la modification des courants marins qui détournent les bancs de poissons. En outre, des régions côtières entières ont déjà été enlevées par les vagues en raison de l'élévation du niveau de la mer et de l'érosion côtière. Des dizaines de milliers de personnes perdent ainsi chaque année leurs habitations et leurs moyens de subsistance.

Les pays du Sud global souffrent non seulement de la catastrophe climatique dont ils ne sont guère responsables, mais ne peuvent pas non plus financer eux-mêmes les mesures susceptibles d'en atténuer les conséquences ou de réparer les dégâts. Ils dépendent en outre d'une aide économique massive pour compenser les pertes dans l'agriculture et la pêche, pour empêcher que les populations ne soient contraintes de quitter le pays.

Les principaux responsables sont tenus de contribuer au financement des coûts d'adaptation et de transformation

La création d'un fonds mondial de compensation et de soutien solidaire s'élevant à au moins deux pourcent du produit national brut des pays du Nord global s'impose d'urgence. Comparé aux dépenses militaires annuelles mondiales d'environ 2 200 milliards de dollars, le coût du changement de cap dans la crise climatique est faible.

La protection du climat et la justice climatique sont les conditions préalables pour réussir la mise en œuvre des 17 Objectifs de développement durable, par le biais desquels l'ONU souhaite jeter les bases d'une bonne vie pour tous et toutes dans le cadre de l'Agenda 2030.

Demands adressées aux pays industrialisés et émergents

Le XXV^e Congrès de l'Internationale des Amis de la Nature tenu à Spital am Pyhrn, demande aux pays industrialisés et aux pays émergents d'intensifier leurs efforts pour lutter contre le changement climatique et en faveur de la justice climatique, de sorte que la stabilisation du réchauffement climatique à 1,5 degré puisse être atteinte d'ici 2050.

Pour ce faire, les mesures suivantes doivent être prises :

- 1) la conversion complète de la production d'énergie aux sources renouvelables (vent, eau, soleil, géothermie – dans chaque cas en accord avec les lois en vigueur sur la protection de la nature et de l'environnement) ;
- 2) la réduction rapide, d'ici 2050, des émissions de CO₂ dans tous les processus industriels, conformément à l'objectif de neutralité climatique de l'UE ;
- 3) un tournant conséquent en matière de transports, dans le but de sortir le plus rapidement possible de la production et de l'utilisation des moteurs à combustion. Le renforcement des transports en commun doit intervenir rapidement et devenir attrayant également dans l'espace rural et de manière transfrontalière. Ceci demande une concentration des ressources financières sur le développement conséquent de la mobilité durable, à savoir le trafic cycliste et piétonnier, le chemin de fer et des systèmes publics de trafic de proximité ;
- 4) le passage immédiat de l'agriculture et de la sylviculture industrialisées, nuisibles au climat, à une exploitation des terres qui soit écologiquement compatible et préserve les ressources ;
- 5) un tournant conséquent en matière thermique à obtenir par la rénovation des logements et maisons en fonction des exigences climatiques ainsi que par l'abandon immédiat de l'approvisionnement thermique à base fossile et par la climatisation de préférence basée sur des solutions communautaires aux échelles locale et régionale ;
- 6) l'arrêt immédiat des subventions nuisibles à l'environnement ;
- 7) la régionalisation des systèmes d'approvisionnement, afin de réduire les transports et les risques liés aux chaînes d'approvisionnement mondiales ;
- 8) la prévention de la délocalisation des émissions de CO₂ vers d'autres pays (par exemple par la délocalisation d'installations de production nuisibles à l'environnement) ;
- 9) l'instauration d'un devoir légal de diligence étendu pour toutes les entreprises, afin de prévenir les dommages environnementaux et les violations des droits humains tout au long des chaînes de valeur mondiales ;
- 10) le financement d'un fonds mondial de compensation et de soutien solidaire par les États du Nord global, de l'ordre d'au moins deux pourcent de leur produit national brut, pour mettre en œuvre les mesures d'adaptation nécessaires et faire avancer le développement durable dans les pays du Sud global ;
- 11) la mise en œuvre, par les États du Nord global, d'une politique de migration axée sur les normes humanitaires et les droits humains, et la reconnaissance de la fuite pour raisons climatiques comme un élément constitutif de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés ;
- 12) la prise en compte, dans la transformation nécessaire de la société, des effets particuliers sur les groupes de personnes socialement défavorisés, marginalisés et discriminés et leur protection contre de nouvelles marginalisations ;
- 13) la participation effective des jeunes à toutes les sphères de la vie qui les concernent, comme il est défini dans la Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant.

La contribution des Amis de la Nature à la justice climatique

L'Internationale des Amis de la Nature a créé un Fonds pour le climat permettant à chacune et chacun de contribuer personnellement à plus de justice climatique. Les dons sont affectés à 100 % à des projets concrets des Amis de la Nature africains, susceptibles d'atténuer les impacts du changement climatique et améliorant les conditions de vie des populations.

De plus, les Amis de la Nature se sentent responsables, en tant que mouvement majeur de la société civile en Europe, d'apporter eux-mêmes leur contribution à la lutte contre le changement climatique.

Mesures concrètes à mettre en œuvre à cet effet :

- 1) faire ainsi que les déplacements liés aux activités des Amis de la Nature s'effectuent dans le plus grand respect possible du climat ;
- 2) promouvoir l'écologisation progressive des maisons et des refuges des Amis de la Nature et développer l'offre de plats végétariens et végétaliens à base d'ingrédients régionaux ;
- 3) mettre en œuvre des mesures de sensibilisation pour des comportements respectueux du climat et de la durabilité ;
- 4) soutenir les actions mises en place par l'Internationale des Amis de la Nature visant à accroître la notoriété du Fonds des Amis de la Nature pour le climat et à récolter des fonds ;
- 5) compenser des vols inévitables par le biais du Fonds des Amis de la Nature pour le climat :
 - a. faire ainsi que respectivement l'IAN et les organisations membres participantes versent une contribution adéquate pour tous les vols effectués dans le cadre des manifestations et activités de l'Internationale des Amis de la Nature,
 - b. motiver les sections et groupes d'Amis de la Nature à inclure une contribution adéquate au Fonds pour le climat au prix de tous les voyages en avion ;
- 6) soutenir les manifestations pacifiques pour le climat et dire clairement non à la criminalisation des activistes pour le climat.

La justice climatique est un principe reconnaissant à chaque être humain dans le monde entier, y compris les générations futures, le même droit à un climat intact et visant en même temps le financement équitable des mesures nécessaires en raison du changement climatique.

Pour que le climat mondial ne se dérègle pas, le réchauffement d'origine humaine de la planète doit être limité à moins de deux degrés Celsius. Cela signifie que chaque personne sur la planète ne doit pas émettre plus de deux tonnes de CO₂ par an. En 2019, les émissions de CO₂ par habitant dues à l'utilisation d'énergie et à la consommation en Allemagne s'élevaient à 7,9 tonnes, soit presque le double de la valeur moyenne mondiale. Cela contraste fortement avec les émissions de CO₂ causées par les habitants du Sud global, qui représentent souvent moins d'une tonne par an. Dans le même temps, les pays du Sud global sont les plus touchés par le changement climatique.

Justification :

En Europe les effets du changement climatique sont clairement perceptibles : des régions entières souffrent d'une sécheresse extrême, les périodes de canicule se multiplient, les fortes pluies provoquent des inondations et des coulées de boue, la neige manque dans les Alpes.

Les populations des pays du Sud global, dont beaucoup souffrent déjà d'une extrême pauvreté, sont encore bien plus touchées. Chaleur extrême, sécheresse, inondations catastrophiques, érosion de régions côtières entières – les conséquences sont dramatiques et obligent déjà un nombre croissant de personnes à quitter leur région d'origine. Les pays industrialisés et émergents sont les principaux responsables des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Le 1 % le plus riche de la population mondiale génère deux fois plus d'émissions que les 50 % les plus pauvres.

Depuis des décennies, nous savons que les modes de vie et l'économie des pays industrialisés et émergents ont une influence négative sur le climat mondial. L'utilisation de sources d'énergie fossiles entraîne des émissions de dioxyde de carbone et donc, par le biais de l'effet de serre, une augmentation des températures mondiales. Les conséquences sont déjà perceptibles pour tous depuis longtemps : les glaciers fondent, les sols et les lacs s'assèchent, le niveau des nappes phréatiques baisse, les incendies de forêt se multiplient, le permafrost dégèle et le niveau des mers monte. Parallèlement, les fortes pluies provoquent des inondations et des crues catastrophiques, et les tempêtes causent de plus en plus souvent des dégâts massifs, même en Europe.

L'Agence européenne pour l'environnement estime qu'entre 1980 et 2021, les pertes économiques dues aux phénomènes météorologiques extrêmes en Europe se sont déjà élevées à 560 milliards d'euros, dont un quart à un tiers au maximum ont pu être couvertes par des assurances. Les conséquences globales ne sont pas chiffrées : le recul de la biodiversité au niveau mondial, les pertes dans l'agriculture et la pêche dans les pays du Sud global ou l'élévation du niveau de la mer, qui s'accompagne d'une perte de surfaces économiques et d'habitats dans les régions côtières. Alors que les populations des pays industrialisés peuvent compter sur la protection de l'État social et sur des aides en cas de sinistre, celles du Sud global sont généralement à la merci de ces évolutions. Des dizaines de milliers de personnes perdent leurs moyens de subsistance et sont contraintes d'émigrer, beaucoup doivent également payer de leur vie la crise climatique, aux causes de laquelle elles n'ont qu'une très faible part. Et même dans les pays riches, ce sont les plus pauvres qui souffrent le plus, alors que les couches les plus aisées de la population ont de nombreuses possibilités d'atténuer les effets du changement climatique sur leur qualité de vie, disposant par exemple de climatiseurs ou de résidences secondaires dans une région climatiquement favorisée.

Le risque de guerres climatiques s'accroît si une politique mondiale sociale et écologique n'est pas rapidement mise en place. Nous vivons dans une décennie des extrêmes, où les certitudes actuelles ne tiennent plus. C'est la décennie la plus dangereuse depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et nous devons tout faire aujourd'hui pour éviter une fin aussi dramatique. Les crises et les défis se multiplient, se combinent et se renforcent. L'humanité se dirige de plus en plus rapidement vers le moment fatidique où les crises non résolues généreront des synergies dont les conséquences négatives dépassent notre imagination. Dès aujourd'hui, les conséquences du changement climatique se font clairement sentir. Si nous ne réussissons pas une transformation rapide et cohérente des sociétés actuelles basées sur le carbone, les conséquences de l'accélération du changement climatique sur les écosystèmes et la société humaine s'aggraveront de manière dramatique.

Les conséquences du réchauffement climatique affectent surtout les régions pauvres du monde et les personnes à naître, qui ne disposent que de peu ou pas encore d'influence politique. La crise climatique accentue le clivage entre riches et pauvres, entre Nord et Sud, entre jeunes et vieux, et à long terme il n'y aura pas non plus de « sortie de secours » pour les groupes de population privilégiés. Mais jusqu'à présent, ils ont été moins touchés et peuvent mieux se protéger.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), la plus grande convention scientifique du monde, a montré, à l'aide de la paléoclimatologie, de plus de 29 000 fiches de données issues de l'observation météorologique et de nombreuses simulations informatiques, que l'avenir sera sombre si nous ne prenons pas rapidement des mesures correctives. L'humanité mène une guerre quotidienne contre la nature, le tiers-monde et l'avenir. Le réchauffement climatique est plus rapide, plus dur et plus radical que prévu il y a quelques années. L'humanité n'a jamais été autant appelée à prendre ses responsabilités pour l'avenir, c'est-à-dire à tenir compte des lendemains possibles et à réaliser le développement durable. En effet, on mesure aujourd'hui la plus forte concentration de gaz à effet de serre depuis 650 000 ans. La vitesse de l'augmentation de la température dépasse tout ce qui est connu depuis des millénaires. Même en cas d'arrêt immédiat des émissions de gaz à effet de serre, il sera impossible pendant longtemps d'empêcher un nouveau réchauffement de 0,1° C par décennie.

Si l'on n'agit pas rapidement et de manière radicale, les conséquences du réchauffement climatique risquent de devenir la principale cause de crises politiques, économiques et sociales et de nouvelle violence. Elles concernent l'eau, les matières premières et le climat, les conditions de vie, la migration et la paix. Les conséquences en sont la violence, les conflits de répartition et la déstabilisation, qui menaceront la sécurité dans une mesure inconnue : dégradation des ressources en eau douce, baisse de la production alimentaire, tempêtes et inondations catastrophiques et migration en raison de pauvreté liée aux conditions environnementales, phénomènes qui affecteront particulièrement les États pauvres et fragiles.

On craint une pénurie d'eau potable dans le sud et l'ouest de l'Amérique du Nord. Dans de nombreuses régions, les récoltes seront fortement réduites. Les ouragans violents se multiplieront. La Floride sera touchée par la montée du niveau de la mer. En Amérique latine, les glaciers andins fondent. En conséquence, jusqu'à 77 millions de personnes risquent d'être touchées par une pénurie d'eau. Près de 30 % des 2 042 kilomètres carrés de glaciers de la Cordillère ont déjà disparu. Les quatre cinquièmes de l'approvisionnement énergétique du Pérou dépendent des centrales hydroélectriques. Les perspectives sont particulièrement sombres pour Lima. L'approvisionnement en eau des plus de 7,5 millions d'habitants est assuré par les Andes. Les réserves diminuent rapidement. L'humidité de l'air baisse, de sorte que la biosphère sera dégradée par la chaleur, la savane sèche remplacera les forêts tropicales.

De grandes parties de l'Afrique seront encore moins irriguées qu'aujourd'hui. Environ un demi-milliard de personnes en souffriront à l'avenir. Aujourd'hui déjà, 46 pour cent des terres africaines, où vivent 465 millions de personnes, sont désertiques. La salinisation des zones agricoles touche particulièrement le delta du Nil, région très peuplée. Rien qu'en Afrique subsaharienne, 15 à 20 pour cent de la population est sous-alimentée.

Le réchauffement de la planète risque de faire perdre jusqu'à 50 % des récoltes dans certaines régions de l'Afrique subsaharienne. Un réchauffement global de 1,8° C peut déjà entraîner une baisse de 20 pour cent des récoltes dans certains pays. Le Mozambique, le Malawi et la Zambie, qui comptent parmi les sociétés les plus pauvres du monde, seront les plus durement touchés, tout comme une grande partie de l'Afrique de l'Est – le nord du Kenya, l'Éthiopie, l'Érythrée et Djibouti, ainsi que le Soudan et la Somalie. Dans les estuaires des grands fleuves, des villes de plusieurs millions d'habitants comme Lagos au Nigeria sont menacées par les inondations.

En Asie, des inondations seront fréquemment causées à l'avenir par la fonte des glaciers de l'Himalaya. Ils sont les réservoirs d'eau de l'Asie et représentent 15 pour cent de la masse glaciaire mondiale, de grands fleuves comme l'Indus, le Mékong ou le Yangtsé s'y alimentent. D'ici 100 ans, tous les glaciers chinois auront fondu. La Chine est déjà confrontée à la pénurie d'eau et à la pollution de l'eau. Des grandes villes très peuplées comme Mumbai ou Shanghai se trouvent à l'embouchure de fleuves. Au total, 635 millions de personnes vivent sur des côtes qui ne sont qu'à 10 mètres au-dessus du niveau de la mer. Un réchauffement de 2° C peut rendre la vie impossible à des millions de personnes au Bangladesh. Géologiquement, le pays n'est qu'une plaine fluviale. Si le niveau de la mer devait monter de 45 cm, jusqu'à 5,5 millions de personnes devraient chercher à se reloger.

Des petites îles du Pacifique, dont le point le plus haut n'est qu'à cinq mètres au-dessus du niveau de la mer, sont érodées par l'eau et inondées. Le gouvernement de l'État insulaire de Tuvalu a déjà tenté, par mesure de précaution, de demander l'asile pour sa population en Nouvelle-Zélande ou en Australie.

Les constats sont également alarmants pour l'Europe. Les scientifiques craignent qu'en cas de rupture de la calotte glaciaire arctique, la Hollande ne puisse être sauvée. Selon l'Office fédéral allemand d'océanographie, une augmentation continue de la température des eaux de surface d'environ 2°C a été enregistrée en mer du Nord depuis 1993. La valeur du pH diminue. Depuis le début de l'industrialisation, elle a baissé d'environ 0,11 unités et il est à craindre que cette baisse se poursuive jusqu'à 0,35 unités de pH d'ici 2100. Cela a un impact considérable sur les coquillages, les escargots et les coraux. Les Alpes perdent leurs zones de glace et leurs glaciers à un rythme effréné. Les fortes pluies, les inondations, l'érosion et la fonte des glaciers augmentent, des sécheresses et des pertes de récoltes sont à prévoir dans le sud de l'Europe. La sécheresse sera le principal problème. De nouvelles zones désertiques apparaissent dans le sud de l'Espagne et du Portugal, mais aussi en Grèce.

Les émissions de méthane par le dégel de la Sibérie, une énorme bombe à effet de serre, constitue une menace. Les zones de permafrost se trouvent principalement en Russie, en Chine et au Canada. Les émissions de méthane peuvent provoquer une poussée de chaleur supplémentaire dans l'atmosphère, elles ont un effet presque 30 fois plus fort que le dioxyde de carbone.

La crise climatique n'est pas la seule cause d'inégalité, mais elle renforce dramatiquement les inégalités existantes entre le Nord et le Sud, les pauvres et les riches. Les enfants et les jeunes sont particulièrement touchés et doivent vivre avec les décisions ou non-décisions prises actuellement. La crise climatique est la conséquence des modes économiques basés sur l'exploitation de l'homme et de la nature et étroitement liée à l'histoire de plus de 500 ans du colonialisme européen, de sa force destructrice et de son oppression. La politique économique néolibérale des derniers 50 ans a massivement renforcé la crise climatique.

La crise climatique croissante va encore aggraver les injustices existantes. Les personnes pauvres ne peuvent pas se permettre de prendre des mesures de sécurisation coûteuses pour leurs maisons et leurs terres agricoles en cas d'augmentation des catastrophes naturelles ou de déménager dans une région plus sûre. L'inégalité entre le Nord et le Sud de la planète s'en trouvera encore accrue.

Aujourd'hui déjà, de nombreuses institutions politiques et militaires considèrent le changement climatique comme un « risque de sécurité » majeur. Dans leurs analyses portant sur la sécurité, elles partent du principe que les catastrophes naturelles, l'augmentation des sécheresses et des famines qui en découlent, les inondations et les tempêtes vont accroître les conflits sociaux, voire les guerres. En raison de la destruction des bases naturelles de la vie, de plus en plus de personnes deviennent des réfugiés climatiques, ce qui peut générer de nouvelles instabilités dans des régions entières. On estime que plus de 250 millions de personnes deviendront des réfugiés climatiques au cours des prochaines décennies.

Les effets de la crise climatique se feront également sentir dans les pays du Nord global. La désertification dans les pays du sud de l'UE augmentera, la pénurie d'eau et les pertes de récoltes dans de nombreuses régions de l'UE entraîneront une hausse des prix des denrées alimentaires, ce qui causera de nouveaux désavantages pour les groupes défavorisés de la société.